

Les subsides

chantage financier qui est connu aux États-Unis sous le nom de «greenmail». Certains investisseurs peu scrupuleux trouvent plus profitable de faire une offre d'achat d'une société, forçant sa direction à racheter les actions à un cours artificiellement gonflé. La conséquence, c'est que la société a beaucoup plus de mal à réaliser des bénéfices.

● (1750)

On peut difficilement considérer ce que nous avons vu comme un appui aux établissements qui sont censés réunir les capitaux nécessaires à l'expansion de la production industrielle. Ce même secteur financier n'a pu venir en aide à Mitel. Comme je l'ai dit plus tôt, il est prêt à financer l'achat de compagnie comme C.P.E. ou Power Corporation, mais pas à financer des compagnies comme Mitel. Il semblerait qu'aucun établissement financier n'était en mesure de fournir des capitaux à cette société, en dépit du fait que les choses allaient mieux et que le dernier trimestre s'était soldé par un bénéfice.

Il y a sûrement là une leçon. Si Mitel ne peut rester canadienne, par ses propres efforts ou ceux du gouvernement, quel espoir avons-nous d'avoir un jour des sociétés de classe mondiale qui fourniraient des emplois et des possibilités diverses à une population canadienne qualifiée et bien rémunérée? La politique du gouvernement nous entraîne dans la mauvaise direction.

M. McCrossan: Monsieur le Président, la thèse du député m'a beaucoup intéressé, mais j'ai eu un peu de mal à la concilier avec le fait que son parti a approuvé l'acquisition de Petrofina et de BP par Petro-Canada. S'il s'oppose aux acquisitions qui, selon lui, ne créent pas un seul emploi et épuisent les capitaux du pays, pourquoi son parti a-t-il appuyé les acquisitions en question?

M. Orlikow: Monsieur le Président, je n'ai jamais voulu dire que toutes les acquisitions étaient mauvaises. J'ai dit qu'une grande partie d'entre elles nuisaient à notre pays et qu'un gouvernement qui se préoccupe de la population qu'il est chargé de représenter devrait examiner les projets d'acquisition et concevoir une politique qui garantisse qu'à l'avenir ces acquisitions nous profiteront.

Je voudrais vous dire ce qui s'est passé dans le cas de Petro-Canada. Bien entendu, notre parti a appuyé . . .

M. Nickerson: Les libéraux.

M. Orlikow: Non, nous n'avons pas appuyé les libéraux. Il y a encore quelques années, l'industrie pétrolière et gazière appartenait presque en totalité à des capitaux étrangers. Nous pensions que le Canada comme tous les autres pays devait avoir un secteur énergétique bien à lui. Nous ne voyons pas l'intérêt de suivre l'exemple de l'ancien gouvernement libéral et du gouvernement conservateur actuel, c'est-à-dire d'accorder à de prétendus investisseurs canadiens des concessions fiscales et des amortissements à 100 p. 100, comme on l'a fait pour Dome Petroleum. Si la canadienisation par le secteur privé est un succès, les investisseurs qui ont très peu investi en profiteront; si c'est un échec, ce sont les Canadiens qui en pâtiront. Ce que nous préconisons, c'était la canadienisation de l'industrie énergétique par des entreprises nationalisées. Nous continuons à croire que c'est l'orientation que doit prendre le Canada.

M. McCrossan: Monsieur le Président, le député a cité dans son discours l'éventuelle acquisition par Olympia et York d'une entreprise dans le domaine pétrolier et gazier. S'il croit,

comme il vient de le dire, que la canadienisation du secteur pétrolier et gazier est dans notre intérêt, l'approuve-t-il uniquement si le gouvernement en est le propriétaire? S'oppose-t-il à toute canadienisation lorsqu'elle s'effectue par le secteur privé?

M. Orlikow: Le député n'a manifestement pas écouté ce que j'ai dit. J'ai demandé au député de lire les pages réservées aux affaires, dans le *New York Times* de vendredi dernier, où il trouvera une liste de quatre ou cinq grandes sociétés américaines qui ont participé il y a quelques années à l'acquisition d'importantes entreprises dont la branche d'activité était différente de la leur. Quelques années plus tard, elles s'aperçoivent que ce n'étaient pas de bons investissements parce qu'elles ne connaissaient pas véritablement ces secteurs d'activité. Elles se débarrassent aujourd'hui des sociétés qu'elles ont achetées au prix fort, souvent à perte.

Je doute que les entreprises Bell en sachent beaucoup sur l'expédition du gaz et du pétrole par pipe-line et gazoduc. Olympia et York a été une entreprise très prospère dans le domaine de la promotion immobilière, mais je n'ai aucune garantie qu'elle s'y connaît dans les domaines où elle se lance.

Je rappelle également au député que la société Union, c'est-à-dire l'ancienne Union Gas, a acheté dernièrement Burns Foods, juste avant d'être rachetée par une autre société. Je pense que les responsables de la société Union ne s'y connaissent guère en alimentation et qu'ils n'ont probablement pas fait un bon investissement. Je tiens à préciser en passant que bien des gens qui touchent de plus près le monde des affaires et qui sont beaucoup plus compétents en la matière sont du même avis que moi.

M. Winegard: Monsieur le Président, le député de Winnipeg-Nord (M. Orlikow) a déclaré d'une voix vibrante que tous les pays possèdent leurs sociétés pétrolières. Nous savons que ce n'est pas le cas. Les États-Unis d'Amérique n'ont pas une seule société pétrolière nationalisée, et d'ici peu, la Grande-Bretagne n'en aura pas non plus. Il y en a quelques-uns, mais il est trop facile de généraliser ainsi. Nous ne devrions pas laisser passer ce genre de chose.

M. Orlikow: Je tiens à signaler au député de Guelph (M. Winegard) que British Petroleum appartient à 50 p. 100 à l'État. Cette société a été étatisée et nationalisée non pas par les terribles socialistes du parti travailliste, mais peu après la Première Guerre mondiale, par Sir Winston Churchill, ce grand radical et grand révolutionnaire. Le député devrait se renseigner avant de poser des questions.

M. Stackhouse: Monsieur le Président, je voudrais faire moi aussi quelques observations et répondre à certaines des remarques que le député de Winnipeg-Nord (M. Orlikow) a faites au sujet des sociétés multinationales qui, selon lui, sont incapables d'assumer plus d'une responsabilité à la fois. Il a dit qu'une entreprise qui opérait dans un secteur ne pouvait pas réussir dans un autre secteur. Les faits démontrent le contraire. Il a mentionné Bell Enterprises. Je lui demande d'examiner la façon dont le marché évalue Bell Enterprises. Les investisseurs ont énormément confiance dans cette société et dans la multiplicité et le succès de ses opérations. Si nous prenons Canadian Pacific Enterprises, c'est encore la même chose.